



***Discours du budget
2002-2003***

*présenté par
l'honorable Joseph L. Handley,
ministre des Finances*

**Cinquième session de la Quatorzième
Assemblée législative
des Territoires du Nord-Ouest**

Le 20 février 2002

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Monsieur le président, au début de la Quatorzième Assemblée, nous, les députés, avons défini notre vision pour les Territoires du Nord-Ouest. Nous nous sommes engagés à travailler ensemble pour nous donner un territoire dynamique, prospère et unifié dont tous les septentrionaux peuvent être fiers. Depuis, nous avons établi les fondements pour réaliser notre vision *Pour de meilleurs lendemains*. Comme la seconde moitié du mandat de la Quatorzième Assemblée s'amorce, il est temps de s'assurer que les fondements sont d'équerre et que la structure est appropriée, pour passer maintenant aux prochaines étapes pour réaliser notre vision.

Comme notre premier ministre, l'honorable M. Kakfwi l'a dit dans son discours aux citoyens des Territoires du Nord-Ouest, le mois dernier : « Nous pouvons et nous allons accomplir les tâches que nous nous sommes fixées pour réaliser notre vision ».

Au cours des deux dernières années, nous avons travaillé d'arrache-pied pour s'assurer que les Territoires du Nord-Ouest bénéficient de la demande croissante pour nos ressources. Nous voyons les bénéfices en termes économiques. Notre économie est forte et des possibilités plus nombreuses s'offrent aux résidents et aux entreprises des Territoires du Nord-Ouest.

Il est temps d'évaluer nos réalisations et de revoir nos buts et priorités. Nous avons effectué des investissements importants dans le développement des Territoires du Nord-Ouest :

- ◆ en élaborant une stratégie pour maximiser l'emploi dans le Nord;
- ◆ en créant une stratégie en matière d'alphabétisation;
- ◆ en amorçant le développement d'un agenda social;
- ◆ en élaborant une stratégie en matière d'infrastructure des transports;
- ◆ en élaborant et en mettant en oeuvre une stratégie en matière de ressources non renouvelables.

Toutefois, les réalisations qui produisent des bénéfices de la croissance économique créent également des pressions, comme le manque de logements, les demandes accrues sur l'infrastructure communautaire, les problèmes sociaux et environnementaux. Nous devons continuer nos efforts visant à promouvoir la croissance économique et à assurer la prospérité; cependant, à moins d'agir de façon à assurer l'équilibre entre le développement économique et la croissance durable, notre vision risque d'avoir des fondements instables.

Ce Budget traite du maintien de l'équilibre : équilibre entre les revenus et les dépenses, entre les investissements économiques et les investissements sociaux, entre l'exploitation des ressources et la protection de l'environnement.

Nous devons aborder les problèmes sociaux, le besoin d'infrastructure communautaire et le coût de la vie dans le Nord. Nous devons également mettre sur pied des projets visant à protéger notre environnement, à stimuler notre économie traditionnelle et à protéger notre identité et nos cultures. Nous devons concentrer nos efforts sur des projets favorisant la croissance aussi bien dans les petites communautés que dans les centres plus peuplés. Nous devons nous assurer que notre économie prospère profite à tous les résidents des Territoires du Nord-Ouest.

Ce Budget expose notre stratégie de faire des investissements importants afin de raffermir notre structure sociale et de développer notre économie au sein d'un climat d'incertitude quant aux revenus. Ce Budget confirme notre engagement face à notre vision.

Monsieur le président, en préparant notre Budget, nous avons écouté les doléances des septentrionaux. Ce Budget donne suite aux recommandations et propositions apportées par les députés de l'Assemblée législative, les chefs, les leaders communautaires, les organismes non gouvernementaux, les entreprises et les particuliers. Comme l'argent est limité, il faut faire des choix. Ce Budget ne peut pas répondre à tous les besoins identifiés, mais doit être équilibré. Nous croyons avoir atteint cet équilibre.

Ce Budget traite de bâtir sur les fondements que nous avons établis au cours des deux premières années de notre mandat. Le Budget traite de réaliser ensemble notre vision *Vers de meilleurs lendemains*.

REVUE ET PERSPECTIVE ÉCONOMIQUES

Monsieur le président, je suis très content de faire état de la solide performance économique de notre territoire, au cours du dernier exercice. Nous estimons que le produit intérieur brut réel a connu une croissance de près de 32 pour cent en 2001. Cette croissance importante démontre un niveau d'activités économiques remarquable comprenant des investissements accrus et des contributions substantielles provenant de l'exportation et des dépenses de consommation.

Il se passe des choses bien excitantes dans l'industrie du diamant et celle du gaz naturel, deux secteurs de l'économie des Territoires du Nord-Ouest qui connaissent une croissance économique très rapide. Sur des dépenses totales de près de 1 milliard de dollars pour la construction de sa mine de diamant au lac de Gras, Diavik estime avoir dépensé près de 700 millions de dollars pour des produits et services achetés auprès d'entreprises du Nord. L'exploration pétrolière et gazière et les activités connexes ont également joué sur la croissance des investissements, avec une activité concentrée dans les régions du delta du Mackenzie, de Fort Liard, de Norman Wells et des collines Cameron.

Les exportations ont connu une croissance d'environ 19 pour cent en 2001. Cela est en grande partie attribuable à l'expédition de diamants et à la livraison de gaz naturel. La production de diamant de la mine Ekati a été beaucoup plus importante que celle de l'année précédente; les puits les plus prolifiques de la région de Fort Liard ont été en production tout au long de l'année, en 2001.

Les efforts en matière de marketing ont porté fruits dans l'industrie de la fourrure. D'après ce qu'on constate, l'importante croissance qu'a connue l'industrie en 1999-2000 s'est poursuivie cette année.

Le tourisme constitue une partie importante de l'économie territoriale. L'an dernier, plus de 39 000 visiteurs ont dépensé environ 41 millions de dollars aux Territoires du Nord-Ouest. Même si le nombre de visiteurs a diminué suite aux événements du 11 septembre, nous nous attendons à ce que le tourisme connaisse un nouvel essor en 2002.

Nous estimons que les dépenses de consommation ont connu une croissance d'environ 9 pour cent, en 2001, car l'activité économique accrue a mis davantage d'argent dans les poches des consommateurs; à l'appui de ces données, il y a le fait que les ventes au détail ont connu une croissance de près de 10 pour cent pendant les onze premiers mois de 2001.

Le taux de chômage aux Territoires du Nord-Ouest est passé de 14 pour cent au début de 1999 à 9,8 pour cent en décembre dernier. Actuellement, notre taux d'emploi est le plus élevé au Canada. Les possibilités accrues d'emplois pour les résidents des Territoires du Nord-Ouest ont entraîné une baisse de la dépendance à l'aide sociale. Aux Territoires du Nord-Ouest, les paiements d'aide sociale connaissent une baisse constante depuis 1999.

Notre bonne performance économique en 2001 est en partie attribuable aux augmentations majeures des investissements. Même si nous ne croyons pas que l'importante croissance économique de 2001 se répète en 2002, nous nous attendons à ce que l'économie demeure stable. Tout compte fait, le produit intérieur brut des Territoires du Nord-Ouest devrait croître d'environ 2 pour cent en 2002.

Monsieur le président, notre économie a un potentiel énorme.

La deuxième mine de diamant des Territoires du Nord-Ouest, sur le site de Diavik, au lac de Gras, devrait entrer en production dès le début de l'an prochain; le projet d'une troisième mine par DeBeers Canada, au lac Snap, passe maintenant au processus d'examen réglementaire. Ces projets nécessitent des centaines de millions de dollars d'investissement de capitaux et emploient des centaines de personnes.

Les récents développements nous font vraiment espérer la construction du pipeline de la vallée du Mackenzie. Après deux ans de lobbying intensif par notre gouvernement, le Mackenzie Delta Producers Group et la Mackenzie Valley Aboriginal Pipeline Corporation ont annoncé le mois dernier leur intention de dépenser entre 200 et 250 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour entreprendre la définition

d'un projet de travail. Ce travail comprend la préparation d'une demande de pipeline, avec une soumission attendue en 2003. D'après les projections actuelles, la production de gaz naturel débuterait vers 2008. C'est un signal très positif et nous avons hâte de travailler avec les communautés et l'industrie du Nord pour préparer ce projet.

La performance de notre économie a été impressionnante au cours des dernières années. Les développements planifiés confirment que les Territoires du Nord-Ouest sont en bonne voie de devenir un territoire prospère.

REVUE ET PERSPECTIVE BUDGÉTAIRES

Monsieur le président, j'ai également de bonnes nouvelles à rapporter sur notre situation financière. Depuis mon dernier Budget, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a profité de bonnes nouvelles financières, ce qui améliore notre situation budgétaire à court terme.

L'an dernier, à cette même époque, j'avais prévu un excédent d'exploitation de 23 millions de dollars pour l'exercice 2000-2001, et un budget équilibré pour l'exercice 2001-2002. Notre situation s'est améliorée depuis.

Résultats de fin d'exercice 2000-2001

Notre résultat de fin d'exercice 2000-2001 indique un excédent de 118 millions de dollars. Il y a un an, nous savions que nous allions bénéficier d'une augmentation unique provenant de la perception de l'impôt sur les sociétés; depuis lors, nous avons également résolu la question non réglée de l'entente de financement préétabli avec le gouvernement fédéral, ce qui a ajouté presque 60 millions de dollars à nos revenus de 2000-2001.

Bilan pour 2001-2002

Je suis également heureux d'annoncer qu'au cours de l'exercice 2001-2002, le GTNO a profité d'une grosse augmentation supplémentaire provenant de la perception de l'impôt sur les sociétés. Pour ces raisons, nous devrions avoir des revenus de 985 millions de dollars et, à la clôture de l'exercice 2001-2002, nous aurons un excédent d'exploitation de 160 millions de dollars.

Perspective pour 2002-2003

Monsieur le président, sans la perception unique supplémentaire d'impôts sur les sociétés, nous prévoyons que nos revenus pour l'exercice 2002-2003 tomberont à 856 millions de dollars, alors que les dépenses d'exploitation passeront à 868 millions de dollars, ce qui nous laissera avec un déficit d'exploitation de 12 millions de dollars.

Nous avons prévu que les dépenses d'exploitation dépasseraient de 64 millions de dollars les prévisions du budget principal des dépenses. Il s'agit d'une augmentation importante et cela traduit la nécessité de garder le rythme des coûts accrus et des demandes plus grandes de programmes de même que celui de la nécessité de faire des investissements importants dans notre économie, dans nos communautés et dans notre population.

Perspective à long terme

Monsieur le président, j'aimerais passer à notre perspective budgétaire à long terme. Nous avons eu beaucoup de chance, au cours des deux dernières années, du fait que ces augmentations de revenus nous ont fourni d'importants excédents d'exploitation; nous n'avons donc pas eu à emprunter.

Ces augmentations de revenus nous ont permis de faire d'importants investissements et de répondre à bon nombre de besoins, ce que nous n'aurions pas pu faire sans l'important partage des coûts avec le fédéral. Cependant, la perspective à long terme demeure inchangée : de toute évidence, nos revenus ne seront pas suffisants pour maintenir les dépenses et les investissements actuels, à moins qu'il ne se produise des changements fondamentaux. Par conséquent, monsieur le président, alors que nous investirons une partie de ces augmentations uniques de revenus dans des projets économiques et sociaux, nous devons en mettre une tranche de côté pour financer les déficits prévus.

En fait, si nous ne profitons pas de revenus uniques ou d'investissements accrus du fédéral, nos revenus de 2003-2004 pourraient être de 67 millions de dollars de moins que ceux de 2002-2003. Cela entraînerait un déficit d'exploitation de 118 millions de dollars en 2003-2004, lequel pourrait tomber à 78 millions de dollars, l'exercice suivant. Si cela se produit, les déficits amèneront le gouvernement près de sa limite d'emprunt autorisée de 300 millions de dollars, vers la fin de l'exercice 2004-2005.

C'est toujours un défi et c'est difficile de faire des prévisions budgétaires quand tout va pour le mieux. Même s'il y a un optimisme relatif, il existe une certaine incertitude face à l'économie canadienne et sur la façon dont cela peut affecter nos prévisions de revenus. Le GTNO dépend des subventions du financement préétabli pour une grande partie de ses revenus. L'augmentation future des subventions dépend en partie de la croissance des dépenses des gouvernements provinciaux et de l'état de l'économie canadienne. Cela dépend également de notre propre performance économique et de la croissance de la population des Territoires du Nord-Ouest. Enfin, nous nous attendons à ce que l'exploitation des ressources commence à générer d'importants revenus au cours des prochaines années, ce qui ne rapportera rien aux gouvernements du Nord tant que la question de la dévolution ne sera pas réglée. Ces circonstances font en sorte que la planification budgétaire à moyen terme constitue un défi pour notre gouvernement.

STRATÉGIE BUDGÉTAIRE

Monsieur le président, notre stratégie budgétaire vise l'équilibre. Notre stratégie doit nous permettre d'équilibrer notre capacité en matière de revenus à nos besoins en matière de dépenses; Cela doit nous permettre de continuer à faire les investissements nécessaires pour poser les jalons du futur développement économique, tout en continuant à payer pour les services dont les résidents des Territoires du Nord-Ouest ont présentement besoin.

Notre stratégie budgétaire fondamentale n'a pas changé. La stratégie dont j'ai parlé l'an dernier était fondée sur d'importantes hypothèses :

- ◆ la poursuite du développement économique;
- ◆ l'obtention de la dévolution pour les gouvernements du Nord; et
- ◆ les bénéfices découlant de l'exploitation des ressources pour les septentrionaux.

Nous étions prêts à emprunter pour financer des projets de développement économique et pour atténuer les conséquences sociales néfastes du développement à grande échelle. Nous étions prêts à demander une augmentation de la limite de notre pouvoir d'emprunt afin de faire des investissements visant à assurer aux résidents du Nord des bénéfices découlant de l'activité économique qui s'annonce aux Territoires du Nord-Ouest.

Monsieur le président, malgré les déficits prévus pour les prochaines années, ce n'est pas le moment d'abandonner notre stratégie de bâtir un avenir prospère. Même si ces projections signifient que nous devons réexaminer certains plans d'investissement, nous devons quand même investir dans la limite de notre pouvoir. Nous utiliserons une tranche de nos revenus d'une seule fois pour financer ces investissements. Nous nous engageons à faire aujourd'hui ces investissements qui procureront des bienfaits économiques à nos résidents dans l'avenir.

De plus, même si nous devons continuer à nous concentrer sur les questions économiques, nous devons également prendre des mesures immédiates pour régler certains problèmes comme le coût élevé de la vie, l'accessibilité et le coût abordable du logement, la pertinence du filet social, la nécessité d'une plus grande infrastructure et des services communautaires accrus. Il faut que nos décisions profitent aux petites communautés comme aux grandes.

Plus que jamais, nous avons besoin de l'investissement du fédéral. Comme la construction d'un pipeline se confirme de plus en plus, le gouvernement fédéral doit s'engager à acquitter sa part de responsabilité dans l'exploitation des ressources. Nous sommes prêts à travailler avec le gouvernement fédéral, les leaders autochtones et leurs gouvernements de même qu'avec l'industrie pour faire les investissements nécessaires et créer le climat favorisant le développement économique.

Nous devons trouver une solution à long terme pour nos routes et nos besoins en matière de transports. La stratégie d'investissement pour améliorer notre système routier se poursuivra malgré le retard pour imposer des droits permettant de circuler sur nos routes. Cependant, le taux d'investissement plus lent, jusqu'à ce que nous ayons trouvé de nouvelles sources de revenus.

Nous allons de l'avant dans d'autres domaines importants. Les négociations formelles sur la dévolution avec le gouvernement fédéral et les gouvernements autochtones débuteront bientôt dans le cadre du forum intergouvernemental. Nous prévoyons d'importants progrès avant la fin du mandat de ce gouvernement, en 2003. Nous travaillons en étroite collaboration avec le Sommet autochtone pour nous assurer que les arrangements post-dévolution fourniront aux gouvernements des Territoires du Nord-Ouest le moyen de répondre aux besoins de leurs citoyens.

La capacité de générer des revenus à partir des ressources naturelles donnera à tous les gouvernements des Territoires du Nord-Ouest une plus grande souplesse pour couvrir les coûts gouvernementaux associés à l'exploitation des ressources. Elle permettra également de promouvoir la croissance et le développement économiques, sans avoir à compter sur de coûteux frais d'utilisateur. De plus, cela permettra de réduire notre dépendance face au gouvernement fédéral. Entre temps, les subventions provenant du financement préétabli demeurent une source importante de financement. Les discussions préliminaires pour le renouvellement de l'entente de financement préétabli ont débuté.

Les négociations concernant les arrangements en matière d'autonomie gouvernementale continuent d'avancer. Une entente a été conclue l'an dernier pour créer la Réserve de la rivière Salt. Un accord de principe a récemment été conclu dans le cadre des négociations d'autonomie gouvernementale de la région de Beaufort-Delta. Une entente définitive en matière de territoire, de ressources et d'autonomie gouvernementale avec la Première nation des Dogrib est sur le point de se concrétiser.

La mise en œuvre de l'autonomie gouvernementale nécessitera différents arrangements financiers; nous sommes prêts à traiter de cette question. Les gouvernements fédéral, territorial et autochtones doivent travailler ensemble pour s'assurer que les arrangements financiers à long terme créent un gouvernement territorial et des gouvernements autochtones qui soient forts sur le plan financier.

Dans la période qui suivra l'autonomie gouvernementale des Territoires du Nord-Ouest, les programmes et les services gouvernementaux seront offerts par différents gouvernements, et de différentes façons, dans différentes régions. Les arrangements pour financer les programmes et les services doivent être viables, durables et uniformes. Les accords financiers doivent fournir le financement nécessaire et comprendre des mesures appropriées pour favoriser le développement économique.

Le GTNO reconnaît la nécessité de bien préparer toutes les régions à assumer de plus grandes responsabilités face aux décisions qui touchent la vie des gens. Pour régler cette question, nous concentrerons nos ressources actuelles à cette fin, à l'échelle des

Territoires. Le GTNO s'engage à conclure des ententes d'autonomie gouvernementale comprenant des plans pour que les résidents des Territoires du Nord-Ouest acquièrent les capacités nécessaires.

Le Forum intergouvernemental s'est avéré un excellent moyen pour formaliser les relations « de gouvernement à gouvernement à gouvernement » entre les différents gouvernements autochtones des Territoires du Nord-Ouest, le gouvernement fédéral et nous-mêmes. Il n'existe pas de processus semblable au pays. Par le biais du Forum intergouvernemental, nous progressons sur des questions de toute première importance pour tous les gouvernements des Territoires du Nord-Ouest, comme le développement économique, l'acquisition des capacités, la dévolution et le partage des revenus provenant des ressources.

Monsieur le président, notre stratégie budgétaire est un travail constant. Nous continuerons de travailler avec d'autres gouvernements pour nous assurer que les accords fiscaux à long terme sont durables; nous continuerons d'évaluer nos décisions en matière de dépenses et d'investissements pour assurer l'équilibre avec nos revenus à long terme.

INITIATIVES

Appui au développement économique

L'exploitation responsable des ressources des Territoires du Nord-Ouest demande que les gouvernements trouvent un juste équilibre entre les bénéfices économiques provenant du développement et les buts à long terme en matière de protection de l'environnement et de la santé de l'écosystème.

Nous avons entendu des gens de partout, aux Territoires du Nord-Ouest, souligner l'importance d'un équilibre entre l'environnement et l'économie. Les résidents disent : « Nous voulons des emplois. Nous voulons que les occasions d'affaires et la croissance se poursuivent. Nous voulons de nouveaux revenus pour les gouvernements autochtones et publics. Cependant, nous voulons aussi de l'eau propre, de l'air pur, un territoire bien préservé, une faune aquatique et terrestre en santé. » Nous pouvons avoir tout ça, mais nous devons avoir un contrôle sur les prises de décisions pour atteindre ces buts.

Ce contrôle proviendra entre autres de la façon dont nous nous organisons pour gérer le développement de nos ressources et nos responsabilités en matière de protection de l'environnement. Nous continuons à nous servir des recommandations de *Common Ground*, le rapport du Groupe sur la stratégie économique. Les recommandations de ce rapport fournissent une approche équilibrée pour diriger les Territoires du Nord-Ouest vers l'autonomie économique. Les investissements de ce Budget, en appui à cet équilibre, donnent suite à un certain nombre de recommandations du rapport *Common Ground*.

Environnement

Nous comprenons tous la nécessité de protéger notre environnement.

En réponse aux inquiétudes croissantes de la communauté face à l'activité industrielle et à la croissance de la population, ce Budget accorde près de 1,4 millions de dollars pour permettre à notre gouvernement et aux communautés de protéger l'environnement. Les projets financés comprennent ce qui suit :

- ◆ une plus grande réponse de la part des régions et la capacité de faire appliquer la loi;
- ◆ la surveillance des effets cumulatifs;
- ◆ la cueillette de données pour une base de données biophysiques sur la vallée du Mackenzie en prévision d'un pipeline gazier;
- ◆ le nettoyage de la contamination environnementale;
- ◆ la tenue d'un atelier pour les aînés sur les changements climatiques; et
- ◆ la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie des zones protégées.

Tous ces projets seront entrepris avec la coopération des gouvernements autochtones.

Le travail entamé l'automne dernier sur la stratégie en matière d'énergie se poursuit. Nous nous attendons à ce qu'une version provisoire de la stratégie soit disponible pour consultation publique au cours de l'été 2002. L'objectif de cette stratégie vise à définir les intérêts des Territoires du Nord-Ouest en matière d'énergie et de comprendre les modèles de consommation d'énergie dans nos communautés et comment fournir de la façon la plus économique possible une énergie sans danger pour l'environnement. La Stratégie devrait identifier de nouveaux projets de gestion de l'énergie pour compléter le programme d'énergie renouvelable qui a débuté en 2001-2002.

Exploitation des ressources non renouvelables

Monsieur le président, un élément vraiment important de la vision du GTNO pour un avenir prospère est l'exploitation de nos ressources pour le plus grand bénéfice des résidents et des entreprises des Territoires du Nord-Ouest. L'exploitation n'aura pas lieu, à moins que les résidents des Territoires du Nord-Ouest y participent pleinement et en profitent. Il y a environ deux ans, notre gouvernement a fait l'inventaire du potentiel économique des ressources minières, pétrolières et gazières des Territoires du Nord-Ouest; le gouvernement a alors élaboré un plan pour promouvoir et gérer l'exploitation de ces ressources et en tirer profit. La *Stratégie en matière d'exploitation des ressources non renouvelables* continue de guider le GTNO dans ses décisions en matière d'investissement; nous continuons d'inciter le gouvernement fédéral à participer au financement de la Stratégie. Pour appuyer la Stratégie, ce Budget propose des investissements majeurs dans le développement des affaires, dans la formation et dans l'infrastructure.

Nous avons élaboré cette Stratégie suite à une demande du gouvernement fédéral. Le développement que nous avons prévu a bien eu lieu. Il est plus que temps que le fédéral fasse un investissement important.

Notre gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les entreprises et les travailleurs des Territoires du Nord-Ouest profitent de l'exploitation de nos réserves de gaz naturel et de la construction d'un pipeline dans la vallée du Mackenzie. Ce Budget comprend un montant de 1 million de dollars pour appuyer le projet de développement de la vallée du Mackenzie. Ce financement sera destiné à des programmes de formation à l'entreprise au niveau de la communauté, à la promotion des industries secondaires pétrolières et gazières à valeur ajoutée et à la conversion au gaz à Fort Liard.

Nous allouerons également plus de 1 million de dollars pour permettre aux bureaux régionaux d'accroître leurs capacités.

La récente entente entre la Mackenzie Valley Aboriginal Pipeline Corporation et le Mackenzie Delta Producers Group sur la participation en capital-actions dans un pipeline gazier est un exemple de participation significative des Territoires du Nord-Ouest au développement. L'entente est un partenariat d'affaires solide et respectueux, un partenariat où les partenaires acceptent les risques et les retombées associés à l'investissement dans le pipeline gazier.

La Mackenzie Valley Aboriginal Pipeline Corporation est un nouveau modèle d'entreprise pour les gouvernements autochtones. Il réunit des Autochtones qui ont déjà réglé la question des revendications et de leurs ressources économiques à d'autres Autochtones qui s'efforcent toujours d'en arriver à de tels résultats. Il s'agit d'une entreprise qui en vaut la peine : le succès entraînera la prospérité non seulement des actionnaires, mais également des Territoires du Nord-Ouest. C'est pour cela que ce projet mérite l'appui et l'engagement du gouvernement. Si les gouvernements fédéral et territorial peuvent partager la vision, cette dernière peut devenir une réalité. Nous continuerons d'aider la Mackenzie Valley Aboriginal Pipeline Corporation et nous acceptons une juste part de risque financier si cette dernière réussit à obtenir des engagements financiers de la part du fédéral pour appuyer sa participation dans le pipeline gazier de la vallée du Mackenzie.

Monsieur le président, le pétrole, le gaz et les minéraux ne sont pas les seules ressources des Territoires du Nord-Ouest qui ont le potentiel d'apporter des bénéfices économiques majeurs et d'entraîner des développements à grande échelle. Au cours du dernier exercice, nous avons fait des recherches sur le potentiel hydroélectrique pour les rivières des Territoires du Nord-Ouest. Presque toutes les régions possèdent un important potentiel hydroélectrique que les gouvernements autochtones régionaux peuvent choisir un jour de développer. La Première nation des Dogrib a déjà pris cette initiative. Le gouvernement est prêt à travailler avec toute région intéressée à faire de la recherche sur son potentiel hydroélectrique et à l'aider sur des questions économiques et environnementales connexes. Le financement pour cette recherche est fourni dans ce Budget.

Routes et infrastructure

Monsieur le président, l'an dernier, j'ai annoncé l'intention de notre gouvernement d'entreprendre un ambitieux programme d'investissement dans le système routier des Territoires du Nord-Ouest. Nous avons proposé d'investir 100 millions de dollars sur plus de quatre ans pour améliorer les routes des Territoires. Une bonne partie du travail proposé était jugé nécessaire pour faire face aux effets toujours croissants du trafic pour exploiter les ressources, pour améliorer la sécurité et pour stimuler la croissance économique et l'expansion.

Pour financer la stratégie, nous avons proposé l'instauration aux Territoires du Nord-Ouest d'un droit sur les permis de déplacements pour les véhicules utilitaires. Le droit n'était pas notre premier, ni même notre second choix pour recueillir le financement nécessaire. Notre premier choix était de convaincre le gouvernement fédéral de réinvestir une partie de ses revenus accrus provenant des ressources qu'il recueille ici, aux Territoires du Nord-Ouest. Notre second choix était de trouver un moyen de financer les investissements dans le système routier à même les revenus généraux du gouvernement. Cependant, la santé, l'éducation et autres demandes sociales importantes sur les ressources limitées du gouvernement ont une plus grande priorité.

Comme les députés le savent, monsieur le président, alors que la plupart des gens sont d'accord pour dire que nos routes nécessitent de toute urgence un investissement de cette importance, bon nombre de personnes ont exprimé leurs inquiétudes quant aux conséquences sur le coût de la vie dans le Nord de l'instauration d'un droit sur le permis de déplacement. Donc, en raison de bien des plaintes exprimées, le gouvernement a choisi, au cours de la dernière session, de ne pas adopter la législation pour instaurer un droit sur les permis de déplacement sur nos routes. Nous étions prêts à donner le temps aux septentrionaux d'élaborer et de proposer des solutions de rechange.

Cela ne changera pas notre but d'améliorer notre infrastructure routière grâce aux entreprises et aux travailleurs des Territoires du Nord-Ouest. Non seulement il est nécessaire d'avoir un système routier amélioré pour assurer la sécurité des gens qui y circulent, mais il s'agit là d'un élément essentiel pour l'exploitation des ressources et la croissance économique des Territoires du Nord-Ouest.

La situation financière actuelle du GTNO nous permet de faire un investissement unique de capital dans le système routier territorial. Je suis heureux d'annoncer qu'un montant de 33 millions de dollars à investir dans le système routier est proposé dans ce Budget pour 2002-2003, dont 2,5 millions de dollars pour améliorer les routes d'accès. Non seulement cet investissement fournit les fonds nécessaires pour préserver l'infrastructure et les installations essentielles actuelles, mais il sera distribué à l'échelle du réseau routier pour améliorer les routes reliant les communautés et les résidents des Territoires du Nord-Ouest.

Le gouvernement est à la recherche de solutions de rechange pour payer les améliorations devant être apportées au système routier et incite les parties intéressées à trouver de meilleurs moyens pour financer l'infrastructure routière. Le ministère des Transports appuie la Northern Business Coalition, dirigée par la Chambre de commerce

des T.N.-O. et comprenant d'autres organismes intéressés, qui font pression sur le gouvernement fédéral pour financer l'infrastructure routière des Territoires du Nord-Ouest.

Monsieur le président, la population, l'industrie et le trafic ont augmenté de façon spectaculaire dans la région du Slave Nord. Les taux d'intérêts sont intéressants. Nous étudions présentement les possibilités suggérées dans la proposition de la Fort Providence Betterment Corporation sur la construction d'un pont sur le Mackenzie, à la traverse de Fort Providence : la proposition fait état d'une contribution financière du fédéral, de l'affectation des épargnes du GTNO relatives aux traversiers et au pont de glace, et d'une contribution soutenue des utilisateurs du pont, soit les résidents et les entreprises de la région du Slave Nord. La proposition a le potentiel de servir de modèle pour financer partiellement les investissements nécessaires à l'infrastructure régionale qui, autrement, ne verrait pas le jour. Si nous pouvons trouver un modèle de financement pratique, le fait de l'appliquer à l'échelle des Territoires du Nord-Ouest pourrait permettre une protection et des améliorations importantes à l'infrastructure routière régionale.

Économie traditionnelle

Monsieur le président, nous reconnaissons la très grande importance des retombées économiques de l'exploitation des ressources à grande échelle, si elles sont en harmonie avec une protection environnementale appropriée. Nous avons également entendu des chefs et autres leaders, et nous reconnaissons aussi, que nous devons trouver un équilibre entre les gros projets économiques et de l'économie au niveau de la communauté. Une composante importante de cet équilibre est l'amélioration de l'économie traditionnelle, laquelle comprend la récolte des fourrures, les arts et l'artisanat et le tourisme culturel. Les éléments de l'économie traditionnelle sont particulièrement appropriés aux petites communautés. On insiste sur une telle priorité, dans *Common Ground*, qui recommande d'appuyer l'économie traditionnelle, d'avoir une stratégie claire de développement régional et de faire la promotion de programmes dans la nature pour les jeunes. L'honorable Jim Antoine, ministre des Ressources, de la Faune et du Développement économique, mettra sur pied un certain nombre de projets, en appui à cette priorité.

Le GTNO accorde un montant de 265 000 \$ en nouveau financement pour appliquer la Stratégie territoriale révisée en matière de fourrures et pour offrir aux jeunes des programmes de formation dans le piégeage. Le nouvel investissement servira à appuyer le développement des connaissances traditionnelles de tannage, à améliorer la qualité des peaux, à former des trappeurs, à maintenir l'effort de marketing de la fourrure et à surveiller les animaux à fourrure. Nous espérons que nos efforts consolideront et assureront notre capacité à récolter et à commercialiser des fourrures répondant aux grandes attentes qui existent pour les fourrures du Nord, déjà bien établies sur le marché.

En réponse aux recommandations de *Common Ground*, le GTNO prévoit dans son Budget un montant de 150 000 \$ pour établir un comité de parties intéressées dans le

but d'élaborer des politiques et une stratégie en matière d'arts et d'artisanat pour les Territoires du Nord-Ouest. Ce budget contient également du nouveau financement pour faire de la recherche sur les méthodes traditionnelles de production d'objets d'art et d'artisanat et pour trouver de nouveaux produits à développer et à commercialiser.

Appui aux entreprises

Afin de s'assurer que nos entreprises profitent pleinement des occasions d'affaires générées par la croissance économique, nous devons nous assurer qu'elles ont accès à des niveaux adéquats de capitaux d'investissement. Le GTNO a invité des banquiers canadiens et des représentants de la communauté des affaires du Nord à se pencher sur cette question. La Commission des banquiers repérera les lacunes dans le service et fournira des recommandations pratiques visant à améliorer l'accès aux capitaux pour les entreprises du Nord.

Les entreprises locales prospères appuient des communautés solides. Nous accordons 275 000 \$ en nouveau financement pour de nouveaux investissements et des projets économiques afin de compléter les projets actuels du gouvernement visant à appuyer les entreprises locales. Ce nouveau financement sera concentré sur le développement de l'industrie des arts et de l'artisanat, sur la promotion de l'industrie touristique et sur la participation à des salons professionnels.

De même, la Société de développement des T.N.-O. recevra 750 000 \$ de financement supplémentaire pour répondre aux demandes accrues d'aide financière de la part des petites entreprises. Toutes ces initiatives et autres, permettront de maximiser les possibilités d'affaires dans les communautés septentrionales. Nous prévoyons que cela aura des retombées avantageuses sur les communautés du Nord.

Appui aux communautés

Monsieur le président, les projets que nous avons décrits jusqu'à présent appuient le développement économique au profit des résidents des Territoires du Nord-Ouest. Cependant, nous devons reconnaître la nécessité d'équilibrer cet appui avec des projets qui aideront les résidents à faire face aux pressions apportées par le changement et le développement économique, particulièrement dans les domaines du développement communautaire, de l'habitation, de la santé, de l'éducation et des questions sociales.

Investissements de capitaux dans les communautés

Les gouvernements communautaires n'ont pas été protégés contre les conséquences économiques et sociales attribuables aux récentes activités d'exploitation des ressources. Des difficultés se sont fait sentir au niveau de l'infrastructure d'adduction et d'égouts des communautés, des routes des communautés, des programmes sociaux, de la location de logements et même dans le recrutement et le maintien en poste d'employés municipaux. Le gouvernement reconnaît les besoins de plusieurs de nos petites communautés et y réagit.

En 2002-2003, nous investirons 13,8 millions de dollars pour les dépenses en capital des petites communautés des Territoires du Nord-Ouest; de ce montant, 4,5 millions de dollars seront investis uniquement dans les installations de traitement des eaux et les égouts. Le montant de 13,8 millions comprend d'autres investissements pour construire et rénover des entrepôts, des installations d'entreposage, des ateliers, des écoles, des centres de santé, des bureaux et des logements dans différentes communautés.

Nous fournissons également 3,4 millions de dollars pour financer les infrastructures des petites communautés, dans le cadre des contributions gouvernementales.

Avantages pour les employeurs du Nord

Ce Budget propose une augmentation permanente de 1,7 millions de dollars en contributions aux gouvernements communautaires et aux associations d'habitation pour compenser le coût des avantages sociaux. Ce financement aidera également les communautés à recruter et à maintenir en poste leurs employés et à faire face aux récentes augmentations des coûts, tant des employeurs que des employés, pour la participation aux programmes de retraite et d'assurances offerts par le régime de retraite Northern Employee Benefits Service.

Sports et loisirs dans les communautés

Les activités sportives encouragent un style de vie sain dans les communautés. L'honorable Vince Steen, ministre des Affaires municipales et communautaire annoncera un montant de 1,4 million de dollars pour des projets visant à améliorer les possibilités récréatives et sportives pour les communautés. Cet investissement dans la santé et le mieux-être de nos communautés vise à répondre aux recommandations de nos gouvernements communautaires et de nos partenaires septentrionaux en sports et loisirs.

Appui à la population

Monsieur le président, nous investissons dans notre ressource la plus précieuse, notre population. Nous savons que cet investissement aura des retombées substantielles.

Agenda social

L'an dernier, les leaders autochtones, territoriaux et municipaux ont rencontré les fournisseurs de services et les organismes non gouvernementaux pour discuter du développement d'un agenda social, lequel fournirait un cadre de travail visant à effectuer des changements et à améliorer la qualité de vie de nos citoyens, de leur famille et des communautés des Territoires du Nord-Ouest.

Un groupe de travail sur l'agenda social, composé de vingt membres, dont des représentants du GTNO, d'organismes non gouvernementaux, du gouvernement

fédéral, de gouvernements autochtones et de l'Association des municipalités des T.N.-O., remettra en avril son rapport sur l'état des travaux dans l'élaboration de cet agenda. Entre avril et juin, le groupe travaillera à élaborer des indicateurs pour mesurer le progrès du développement social au fur et à mesure.

Ce projet fournit l'équilibre nécessaire à l'ensemble de l'agenda social du gouvernement. Nous avons la responsabilité de voir à ce que nos résidents soient assez forts pour profiter des occasions créées par notre économie en croissance.

Bien que la part du lion de notre budget soit allouée aux programmes sociaux, nous savons qu'il y a encore de sérieux défis à relever en ce domaine. Nous avons besoin d'une action exhaustive, coopérative et à l'échelle de tout le système, une approche qui touche les ministères, tous les secteurs et des points spécifiques. La question n'est peut-être pas de savoir combien nous dépensons pour les programmes sociaux. Il s'agit plutôt de savoir si nos dépenses atteignent les buts recherchés. Nous avons hâte de recevoir les recommandations spécifiques du groupe de travail. Les recommandations sont axées sur la façon de travailler plus étroitement ensemble dans le but de mettre en oeuvre des solutions créatives et novatrices visant à résoudre des problèmes qui ne sont pas uniques à ce gouvernement, mais qui appartiennent également aux gouvernements autochtones, aux communautés, aux familles et aux particuliers.

Le groupe de travail sur l'agenda social se débat avec ces questions. Il a investi beaucoup d'énergie pour préparer des recommandations visant tout le système, des recommandations qui, nous l'espérons, aideront les ministères lors de la mise en oeuvre de leurs stratégies et plans spécifiques et qui, en bout de ligne, permettront de dépenser les fonds publics de façon plus efficace et mieux ciblée. Les recommandations qui nécessiteront plus de financement seront prises en considération au cours de l'exercice 2003-2004. Entre-temps, cela ne nous empêche pas de mettre en oeuvre les recommandations qui peuvent l'être dans le cadre du budget actuel.

Projets concernant l'habitation

La fourniture de logements locatifs abordables demeure un problème croissant dans les communautés où le stock de logements locatifs n'a pas suivi le rythme des besoins croissants en matière d'habitation des salariés. Les travailleurs des mines, les travailleurs des secteurs pétrolier et gazier, les employés du gouvernement et les employés des nouveaux gouvernements autochtones et des entreprises ont tous besoin de se loger à bon compte et d'avoir les moyens de payer un prix de location raisonnable. Le manque de logements affecte le potentiel des Territoires du Nord-Ouest dans son développement économique; le GTNO a des problèmes à recruter des employés et à les maintenir en poste.

Le GTNO a l'intention d'aider le secteur privé à répondre à la demande de logements locatifs abordables dans les communautés sans taxes municipales, en mettant sur pied un programme à quatre volets :

- ◆ assurer l'accès des promoteurs privés à du financement abordable, en acceptant le passif éventuel des hypothèques des projets admissibles;
- ◆ augmenter l'accès à des terrains dont le prix et le financement sont raisonnables, en fournissant du financement pour le développement de lots à partir d'un fonds renouvelable pour les communautés sans taxes municipales;
- ◆ fournir aux promoteurs le développement d'un plan d'affaires grâce à l'expertise d'employés du GTNO;
- ◆ fournir aux promoteurs de l'information sur des techniques davantage efficaces pour favoriser l'innovation et les techniques de construction à coûts moins élevés.

L'habitation ne concerne pas uniquement les petites communautés, Plus tôt ce mois-ci, l'honorable Roger Allen, ministre responsable de la Société d'habitation des T.N.-O. a signé une entente pour des logements à prix abordable avec le gouvernement du Canada, lequel accordera un nouveau financement de 7,5 millions de dollars, au cours des quatre prochaines années, pour aider à régler les problèmes de logement aux Territoires du Nord-Ouest. Les fonds seront utilisés pour des logements locatifs à l'intention des personnes âgées et des célibataires à bas revenus et pour augmenter le stock de logements à prix abordable pour les familles à bas revenus. Nous travaillerons pour nous assurer que le nouveau financement servira de complément aux autres projets d'habitation que nous avons et ne faussera pas les décisions des promoteurs privés. Nous sommes à recherche de solutions à long terme pour régler le problème de logements à prix abordable.

Maximiser l'emploi dans le Nord

Monsieur le président, l'an dernier, le GTNO a mis sur pied une série de projets gouvernementaux, connus sous le nom de *Maximiser l'emploi dans le Nord*, dans le but de régler le besoin d'un investissement stratégique visant la formation et l'emploi des résidents des Territoires du Nord-Ouest. Nous avons financé ce projet, avec un investissement de 6,5 millions de dollars, en plus de financer les programmes actuels de formation et d'emploi. Je suis heureux d'annoncer que pour l'exercice 2002-2003, tous les projets présentement en cours continueront, grâce à un investissement de 7,3 millions de dollars.

Nous voulons que les résidents des Territoires du Nord-Ouest aient les compétences, les connaissances et l'occasion de participer pleinement à l'économie du Nord. Les projets du programme *Maximiser l'emploi dans le Nord* visent à régler les véritables défis auxquels les résidents des Territoires du Nord-Ouest, les entreprises et l'industrie font face dans leurs efforts de contribuer à l'économie croissante des Territoires du Nord-Ouest.

Nos efforts ont déjà porté fruit. L'été dernier, le programme visant à embaucher des étudiants du Nord a aidé 342 étudiants à trouver des emplois d'été avec le GTNO. Ces emplois ont permis aux étudiants d'acquérir de l'expérience qui peut les aider à obtenir de l'emploi à temps plein, une fois leur diplôme obtenu.

Le programme de diplômés du Nord et le programme de transition pour les diplômés fournissent aux récents diplômés du postsecondaire un travail à temps plein dans leur domaine d'études. Pour l'instant, cinquante-trois diplômés travaillent dans des postes de stagiaires avec le GTNO et le secteur privé. De plus, seize enseignants diplômés et un travailleur social ont obtenu un emploi dans le cadre du programme de diplômés du Nord. Cinq enseignants septentrionaux ont obtenu un congé d'études pour terminer leur diplôme d'enseignement.

Le programme *Maximiser l'emploi dans le Nord* a permis d'améliorer le programme de mentorat des infirmières et d'élaborer un programme de mentorat en travail social. Ces programmes d'aide sont nécessaires, étant donné les demandes auxquelles font face les nouvelles diplômées, particulièrement celles qui travaillent dans les communautés isolées. Au cours de l'année passée, 18 infirmières diplômées ont eu accès à ce programme et ce nombre va augmenter l'an prochain.

La croissance de notre économie a créé une grande demande pour des gens de métier compétents. Nous répondons à cette demande en augmentant les possibilités des résidents des Territoires du Nord-Ouest d'acquérir de nouvelles compétences ou d'améliorer leurs connaissances actuelles. Près de 300 participants suivent 14 nouveaux programmes de formation. L'été dernier, dans le cadre du programme de formation avec des appareils de forage uniquement, soixante-quatre personnes de partout dans le Nord ont pu suivre une formation en cours d'emploi d'une durée de dix-huit jours.

Certains programmes de *Maximiser l'emploi dans le Nord* seront financés par le biais du fonds du partenariat pour les gouvernements autochtones et le secteur privé. Le fonds est conçu pour encourager des partenariats entre le GTNO et des organismes économiques autochtones et le secteur privé dans le but de recruter et de former une population active du Nord. Cette année, trente et une entreprises des T.N.-O. partagent plus de 1,1 million de dollars pour fournir de la formation en cours d'emploi à plus de 200 personnes.

Les centres de succès scolaire des campus du Collège Aurora à Yellowknife et à Fort Smith sont opérationnels et on planifie d'en créer un au campus d'Inuvik. Les centres aident les élèves à réussir leurs études en leur fournissant tout un éventail d'aide comme le tutorat, le mentorat professionnel et des services de counselling personnel.

De même, notre but d'avoir un personnel enseignant du Nord est favorisé grâce à l'expansion du programme de formation d'enseignants aux trois campus d'Inuvik, de Fort Smith et de Yellowknife; on planifie également de donner un programme de baccalauréat en éducation. Cet investissement accru a permis à soixante-trois étudiants à temps plein et à cinq étudiants à temps partiel de s'inscrire cette année au programme de formation d'enseignants.

Soutien du revenu

Les possibilités accrues d'emplois pour les résidents du Nord ont entraîné une diminution du nombre de personnes recevant le soutien du revenu. Cela a entraîné d'importantes économies des dépenses. Nous proposons de prendre 1,5 million de dollars, à même l'argent épargné pour le soutien du revenu, et de le réinvestir pour augmenter les prestations du programme, dont le soutien au logement des célibataires, les indemnités pour la nourriture, les allocations pour personnes handicapées et les subventions aux personnes âgées pour le chauffage. Cet investissement aidera à régler la question des effets négatifs possibles associés à l'activité économique accrue aux Territoires du Nord-Ouest.

Santé

Monsieur le président, nous voulons tous nous assurer un système durable de santé et de services sociaux. Cependant, pour ce faire, il faut changer ce système.

Le mois dernier, le ministre de la Santé et des Services sociaux, l'honorable Michael Miltenberger, a annoncé un plan d'action visant à consolider les programmes et les services pour tous les septentrionaux. Le plan énumère quarante-cinq projets qui seront mis à exécution au cours des trois prochaines années. Les projets visent à améliorer la qualité et l'efficacité des services de santé et des services sociaux. Ce plan met l'accent sur une étroite collaboration et coopération entre les intervenants en santé, les autorités en matière de santé et de services sociaux et le GTNO.

Au cours de l'exercice 2002-2003, nous effectuerons un certain nombre d'investissements pour consolider le système de santé et des services sociaux. Nous proposons d'investir un montant de 250 000 \$ destiné aux centres sur appel, pour aider les clients et les employés de première ligne; un montant de 320 000 \$ pour tenter de régler le problème de la tuberculose; un montant de 270 000 \$ pour un projet-pilote afin d'accroître le dépistage du cancer du sein. De plus, plus de 10 millions de dollars ont été ajoutés au budget de la Santé et des Services sociaux pour assumer les coûts accrus des services existants.

Le financement de projets de santé comprend également des mesures visant l'amélioration de la protection sanitaire. Le ministère des Travaux publics et des Services, en étroite collaboration avec le ministère des Affaires municipales et communautaires et le ministère de la Santé et des Services sociaux, dépensera 300 000 \$ pour identifier et corriger des déficiences existantes ou potentielles des systèmes et services d'eau potable des communautés des Territoires du Nord-Ouest.

Appui aux enfants et aux jeunes

Monsieur le président, subventionner l'éducation aujourd'hui est un investissement pour l'avenir. C'est un investissement dans les gens et, du même coup, un investissement dans les Territoires du Nord-Ouest. C'est pour cette raison que nous ajoutons 2,7 millions de dollars au Budget pour les services de soutien aux élèves. Notre

gouvernement prend des mesures pour continuer à se conformer aux prescriptions de la Loi d'établir un ratio élèves/enseignant de 16,5 pour 1 au cours de l'exercice 2002-2003. De plus, nous augmenterons le financement pour l'aide aux étudiants jusqu'à 15 % des contributions d'une l'école, un an en avance de ce qu'exige la Loi.

L'an dernier, nous avons mis sur pied un plan d'action concernant le développement de la petite enfance afin d'améliorer les programmes et services destinés à nos plus jeunes résidents; l'argent est mieux dépensé; les programmes et les mécanismes de prestation sont mieux coordonnés. Nous avons engagé 10,5 millions de dollars sur trois ans pour ce plan d'action. Ce Budget comprend presque 2,9 millions de dollars, en 2002-2003, pour de nouveaux projets en vertu de ce plan. Ce financement comprend des projets axés sur différentes questions comme le perfectionnement du langage, les taux d'analphabétisme et les outils d'évaluation pour les tests de retard de développement et sur une campagne de sensibilisation aux problèmes importants que constituent le syndrome d'alcoolisme fœtal et la nutrition. Nous investirons également 2 millions de plus pour la mise en œuvre de la deuxième année du plan de trois ans pour améliorer la protection des enfants. Ces fonds serviront à embaucher dix travailleurs sociaux supplémentaires et à offrir une formation professionnelle plus poussée aux travailleurs sociaux et aux parents de famille d'accueil.

Tous les députés de cette Assemblée ont clairement entendu les messages provenant du Conseil sur la condition de la femme, de l'Association des femmes autochtones des T.N.-O., et de tous les organismes ayant des représentants au sein du Groupe de travail sur l'agenda social : bon nombre de familles ont besoin d'aide pour se réapproprier leur autonomie et leur fierté. Nous devons fournir aux familles l'accès à des garderies fiables et de qualité, des garderies que les parents ont les moyens de payer. Le fait d'investir dans la petite enfance permet aux enfants d'atteindre leur plein potentiel à l'école. Cela peut également contribuer à réduire les dépenses futures. L'honorable Jake Ootes, ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, mettra en œuvre des mesures pour augmenter le financement aux garderies. Ce Budget comprend 1 million de dollars supplémentaires pour financer cette augmentation. Ce projet permettra d'augmenter les possibilités d'études pour les jeunes et répondra aux besoins des familles septentrionales à bas revenus, en rendant les garderies plus abordables.

Monsieur le président, nos jeunes constituent notre avenir. Nous devons les aider à devenir des personnes saines, éduquées, grâce à des expériences et des exemples de mentorat pour les aider à faire des choix personnels responsables. Ce Budget comprend 1 million de dollars pour élaborer et mettre sur pied une brigade jeunesse. Cette dernière sera conçue pour améliorer les perspectives d'avenir et les possibilités pour les jeunes, en fournissant appui et leadership, pendant une certaine période. Les activités de la brigade jeunesse comprendront l'attribution de tâches, l'attribution de travaux bénévoles et communautaires et le perfectionnement des connaissances. Nous accorderons également du financement pour tenir une autre conférence pour les jeunes, cette année, et pour aider à défrayer les coûts d'activités pour les jeunes organisées par les organismes communautaires.

Langue et culture

Notre diversité culturelle fait des Territoires du Nord-Ouest un endroit vraiment unique. C'est là une de nos plus précieuses ressources, la source même de notre force. Ce gouvernement s'est engagé à appuyer et à célébrer nos traditions, nos cultures diverses, nos langues et nos gens. Ce budget comprend un important investissement dans ces ressources. Tout d'abord, un investissement accru de 919 000 \$ sera accordé pour aider à l'acquisition, à la préservation et à la revitalisation de nos langues et cultures autochtones. Ensuite, un montant de 521 000 \$ sera alloué pour faciliter le travail du Comité spécial sur la révision de la *Loi sur les langues officielles*.

Troisièmement, je suis heureux d'annoncer que, en partenariat avec de nombreux commanditaires des secteurs public et privé, notre gouvernement aidera à commanditer des projets d'histoire vivante, avec une contribution de 100 000 \$ pour le colloque de trois jours dont la Société est l'hôte en juin cette année. Le projet d'histoire vivante explore la transformation du paysage social et politique des Territoires du Nord-Ouest au cours des vingt-cinq dernières années. Le colloque sera composé de représentants des communautés du Nord et comprendra la visite de la Gouverneure générale du Canada, son excellence la très honorable Adrienne Clarkson.

Enfin, monsieur le président, dans le cadre de la célébration de notre patrimoine, le GTNO a alloué un montant de 500 000 \$ pour marquer l'inauguration de la Journée nationale des Autochtones comme congé férié aux Territoires du Nord-Ouest. Ce financement sera utilisé pour aider à la planification d'activités à l'échelle des Territoires et pour fournir des contributions aux organismes municipaux, communautaires, régionaux et territoriaux qui veulent organiser des célébrations communautaires. Nous encourageons tous les résidents à participer pour rendre hommage à notre patrimoine autochtone, le 21 juin.

Projets d'impôts sur le revenu

Monsieur le président, l'une des façons d'aider les résidents des Territoires du Nord-Ouest à faire face aux conditions économiques qui prévalent dans le Nord est par le système d'imposition. L'an dernier, nous avons changé le système d'imposition sur le revenu des particuliers des Territoires du Nord-Ouest. D'un « impôt basé sur l'impôt », c'est devenu « l'impôt sur le revenu ». Ce changement nous a donné plus de souplesse pour concevoir un système qui répond à nos besoins. De plus, nous avons augmenté à 822 \$ le crédit maximum d'impôt pour le coût de la vie des résidents des Territoires du Nord-Ouest, de 645 \$ qu'il était, soit une augmentation de 177 \$. Ce changement est en vigueur pour l'année d'imposition 2001; les résidents recevront un crédit accru après avoir rempli leur déclaration de revenus dans les mois qui viennent.

En mai dernier, j'ai établi un comité ministériel consultatif sur l'imposition du revenu des particuliers pour faire des recommandations sur la façon dont l'imposition sur le revenu pourrait mieux servir les résidents des Territoires du Nord-Ouest. Le comité consultatif a étudié des systèmes d'imposition sur les revenus des particuliers d'autres provinces et territoires et a examiné des soumissions publiques. En octobre, le comité a remis un

rapport sur les options s'offrant au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, dont des recommandations spécifiques pour les personnes âgées, les personnes handicapées et les résidents à bas revenus.

Monsieur le président, je suis heureux d'annoncer aujourd'hui mon intention de prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations spécifiques du comité consultatif, ce qui entraînerait une baisse de taxes pour tous les contribuables des Territoires du Nord-Ouest. Dès le 1^{er} juillet 2002, j'ai l'intention d'augmenter le montant de crédit personnel d'un célibataire à 796 \$ (présentement 550 \$) et le montant de crédit pour un couple à 796 \$ (présentement 476 \$). En 2003, ce changement épargnera 246 \$ au contribuable célibataire, et 575 \$ à un couple ne recevant qu'un seul revenu. Ces changements augmenteront le niveau pour lequel un contribuable célibataire n'a pas à payer d'impôt des Territoires du Nord-Ouest à 20 650 \$ pour 2003, de 14 447 \$ qu'il était. Les couples qui ne reçoivent qu'un seul revenu verront leur niveau sans impôt des Territoires du Nord-Ouest passer de 26 076 \$ à 37 071 \$.

L'été dernier, la NWT Seniors' Society a recommandé des mesures pour alléger le fardeau fiscal des personnes âgées à bas revenus. À partir du 1^{er} juillet 2002, je propose d'augmenter à 389 \$ le crédit en raison d'âge, lequel était de 268 \$; cette mesure profitera à nos résidents du troisième âge. De plus, monsieur le président, à compter du 1^{er} juillet 2002, j'ai l'intention d'augmenter le crédit pour invalidité à 645 \$ alors qu'il était de 445 \$.

Nous sommes tous conscients du coût élevé de la vie dans le Nord. Le changement de l'an dernier au crédit d'impôt pour le coût de la vie aidera à régler ce problème. Cependant, comme les députés l'ont souligné l'an dernier, pendant les discussions sur cette mesure, il faut prendre d'autres mesures pour soulager les résidents à bas revenus des Territoires du Nord-Ouest. Monsieur le président, je suis très heureux d'annoncer l'intention du gouvernement de mettre sur pied un crédit d'impôt en raison du coût élevé de la vie pour les résidents à bas revenus. Ce projet assurera un crédit d'impôt minimum de 250 \$ en raison du coût de la vie pour toute personne de plus de 18 ans et de 500 \$ pour un couple. Cette mesure entrera en vigueur pendant l'exercice 2002.

Ces changements à notre système d'imposition ne profiteront pas uniquement aux personnes âgées, aux personnes handicapées et aux contribuables à bas revenus, mais permettront également aux Territoires du Nord-Ouest de demeurer dans la course par rapport aux provinces. Le fait d'augmenter les montants des crédits d'impôt et les crédits d'impôts minimum en raison du coût de la vie mettra de l'argent dans les poches des contribuables lesquels, à leur tour, dépenseront davantage d'argent dans nos communautés. Par exemple, les mesures fiscales annoncées aujourd'hui signifieront un montant annuel supplémentaire de 62 000 \$ pour des communautés de la grosseur de Deline et de Fort Resolution.

Au total, monsieur le président, ces mesures entraîneront pour les résidents des Territoires du Nord-Ouest des économies d'impôt de plus de 4,3 millions de dollars en 2002, et de 7,5 millions de dollars en 2003.

Ces réductions d'impôt répondent aux inquiétudes des résidents des Territoires du Nord-Ouest face au coût de la vie dans le Nord, particulièrement pour les particuliers et les familles à bas revenus. Ces projets répondent également à la pression pour que les Territoires du Nord-Ouest demeurent concurrentiels avec les autres provinces et territoires. Plus tard au cours de la session, je déposerai le projet de loi nécessaire pour mettre en œuvre ces changements fiscaux.

Certaines provinces diminuent actuellement les impôts sur les revenus des particuliers et des sociétés. Nous examinerons les changements effectués ailleurs, dans nos efforts soutenus de conserver aux Territoires du Nord-Ouest une structure d'imposition comparable à celle des autres provinces et territoires.

CONCLUSION

Monsieur le président, pour l'instant, nous pouvons voir clairement notre vision de meilleurs lendemains se concrétiser. Notre économie est solide et la promesse d'un avenir prospère est bien là. Nos résidents travaillent et nos entreprises prospèrent.

Cependant, notre vision n'est pas encore complète. Nous savons que nous avons encore du travail à faire :

- ◆ pour que les bénéfices du développement soient partagés entre les gouvernements, les communautés et les régions;
- ◆ pour diversifier notre économie et favoriser la croissance dans tous les secteurs;
- ◆ pour atteindre l'équilibre entre les avantages économiques, les conséquences sociales et la protection de l'environnement;
- ◆ pour que nos gens, nos familles et nos communautés soient forts, en santé, bien instruits et autonomes;
- ◆ pour que nos jeunes soient motivés et préparés à tirer profit des occasions offertes; et
- ◆ pour que la diversité de langues et de cultures aux Territoires du Nord-Ouest soit respectée et encouragée.

Notre situation financière nous permet de continuer d'investir dans notre avenir, ce qu'autrement, nous ne pourrions pas faire. Nous avons répondu aux inquiétudes et aux recommandations qui nous ont été faites. Ce Budget présente une approche équilibrée, un équilibre entre l'investissement dans l'économie, dans nos gens et nos communautés; un équilibre entre l'exploitation de nos ressources et la protection de notre territoire; un équilibre entre notre capacité actuelle en matière de revenus et nos besoins futurs en matière de dépenses.

Monsieur le président, notre approche est équilibrée, nos fondements sont d'équerre. Nous sommes prêts à terminer le travail que nous nous sommes fixé.